



HAL
open science

Bien vivre au-delà du "périph" : les compromis des classes moyennes

Stéphanie Vermeersch

► **To cite this version:**

Stéphanie Vermeersch. Bien vivre au-delà du "périph" : les compromis des classes moyennes. *Sociétés contemporaines*, 2011, 83, pp.131-154. halshs-01303541

HAL Id: halshs-01303541

<https://shs.hal.science/halshs-01303541v1>

Submitted on 6 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Stéphanie Vermeersch

Bien vivre au-delà du « périph » : les compromis des classes moyennes

Cet article centre son attention sur des espaces urbains peu auscultés alors même qu'ils sont les plus nombreux : les « espaces moyens mélangés », qui ne sont guère analysés que lorsqu'il se « gentrifient ». Or, dans certains quartiers de la proche banlieue parisienne, y compris des quartiers disqualifiés, on observe le même mouvement de transformation sociale que dans certains quartiers centraux, mais qui met en jeu tout à la fois, des habitants, des discours et des pratiques peu décrits dans la sociologie urbaine française. A partir d'une enquête qualitative effectuée à Fontenay sous Bois, l'auteure interroge les itinéraires résidentiels de ces habitants de quartiers ordinaires, ainsi que leurs rapports aux territoires. Au delà d'une étiquette sociale renvoyant les banlieusards à des destins captifs et uniformes, l'éventail des itinéraires résidentiels est varié, tout comme les pratiques des territoires qui permettent de négocier, au quotidien, distances et appartenances sociales.

A nice life beyond the "Périphérique": the compromises of the middle classes

This paper focuses on a type of urban space that is under-researched, even though it is widespread: the "mixed middle spaces" – where the middle classes are a majority but one that mixes with other catégories – which often attract more analysis now that they are being gentrified. In certain neighbourhoods of suburbs close to Paris, including deprived areas, these mixed middle spaces are undergoing the same process of social transformation that has been observed in city centres. The main difference is that in mixed middle spaces, all the inhabitants are brought into play, a phenomenon seldom examined in French urban studies. Using data from a qualitative study undertaken in Fontenay sous Bois, the author studies the residential movements of these 'ordinary' neighbourhoods, as well as their relationship to their surroundings. Far from being trapped in a uniform social identity, the analysis demonstrates the wide variety of residential trajectories of the inhabitants, as well as the use of their surroundings, and how social ties are negotiated on a daily basis.

« Banlieues » et « classes moyennes » occupent depuis des années la scène politico-médiatique française. Des secondes, on ne cesse de décrire la « crise¹ », la « dégringolade² » sans parvenir à définir les populations concernées ; quant aux premières, elles peinent à sortir de l'image de ghettos pour nouvelles classes dangereuses. Ainsi peut-on lire, à propos de la réception du film *Le prophète* par le public du cinéma UGC de Rosny-sous-Bois (93) : « Le trafic de shit, les matons corrompus, les bastons à longueur de temps, cette prison-là, en banlieue³, tout le monde la connaît⁴ ».

¹ *Le nouvel Observateur*, n°2196 du 7 au 13 décembre 2006.

² *L'Humanité dimanche*, n°2040 du 26 novembre 2009.

³ C'est l'auteure qui souligne.

⁴ *Le nouvel Observateur*, n°2338 du 27 août au 2 septembre 2009, p.95.

Si l'importance de la construction médiatique des malaises sociaux ainsi que le rôle prescripteur des médias vis-à-vis de l'agenda politique ont été démontrés (Champagne, 1991), c'est également vis-à-vis de la production scientifique que les médias exercent leur impact, au travers de la visibilité qu'ils offrent : les analyses en termes de ghetto, de sécession, de dualisme ou encore de séparatisme social et de dérive, y trouvent plus d'échos et de fait, également auprès du politique et du grand public, que celles qui mettent l'accent sur la complexité des mixités sociales et spatiales (Préteceille, 2006 ; Bacqué, Fijalkow, 2007) ou la subtilité des petites mobilités sociales (Cartier et al, 2008).

C'est dans la perspective de contribuer à dépeindre cette complexité contemporaine, sociale et urbaine, qu'entend se situer cet article, en centrant son attention sur des espaces peu auscultés alors même qu'ils sont les plus nombreux : les « espaces moyens et mélangés », c'est-à-dire les espaces où les catégories moyennes⁵ sont majoritaires tout en étant largement mêlées aux autres (Oberti, Préteceille, 2004). Sans nier l'existence de logiques ségrégatives qui participent de l'ordonnement des pratiques et des mobilités urbaines, il paraît important de porter aussi le regard sur ces « espaces moyens », qui sont analysés le plus souvent dans leur composantes gentrifiées autrement dit en tant qu'ils sont appropriés par des couches moyennes voire moyennes supérieures, à fort capital culturel, alors qu'il s'agissait traditionnellement d'espaces populaires. On en trouve un grand nombre en banlieue parisienne, que les « classes moyennes » viennent parfois « embourgeoiser », sans pour autant qu'il paraisse possible de parler de gentrification. Des fragments de « l'archipel » des classes moyennes (Bacqué, Vermeersch, 2007), différents de la nouvelle classe (Dagnaud, 1982) ou des « aventuriers du quotidien » (Bidou, 1984) mais également de leurs héritiers dépeints plus récemment (Vermeersch, 2010), ou encore des petits-moyens de la « grande couronne » (Cartier et alii, 2008), comme des fractions ayant choisi le périurbain (Jaillet, 2004), choisissent de s'installer « en banlieue » ; ils viennent valoriser un territoire alors que le contexte socio-urbanistique ne se prête pas à l'inscription de la revalorisation dans son bâti, ses commerces, comme c'est le cas pour les quartiers anciens centraux gentrifiés (Chalvon-Demersay, 1984) ; et développent d'autres rapports au territoire et d'autres discours que les gentrificateurs. Nous nous sommes intéressés aux habitants d'un quartier d'une commune de la première couronne parisienne⁶, au Val de Fontenay à Fontenay-sous-bois, sur la base d'une intuition qu'il s'agissait d'une population différente des gentrificateurs habituellement décrits, mais qui participe néanmoins à la transformation sociale d'un territoire jusqu'ici disqualifié : pourquoi sont-ils venus y habiter et quelles sont leurs pratiques de l'espace local, communal, régional ?

Au-delà de la dimension monographique de ce travail, il s'agit de montrer que les étiquettes sociales (« classes moyennes ») et urbaines (« la banlieue ») recouvrent des parcours et des quartiers en constante évolution, aux multiples facettes. On peut les appréhender de façon pertinente à travers une approche transactionnelle qui considère le processus de socialisation et de construction des identités comme une négociation permanente entre l'identité attribuée par l'entourage et l'identité revendiquée par soi-même (Dubar, 1998). La perspective choisie est également dynamique, en ce qu'elle est centrée sur les trajectoires des

⁵ On désigne par catégories moyennes les professions intermédiaires, qui en sont le noyau central, auxquelles viennent s'ajouter des fractions des employés ainsi que des cadres.

⁶ Il est de coutume d'englober dans la « première couronne » les communes des départements limitrophes de Paris.

habitants : parce que l'identité sociale est notamment liée aux lieux d'habitat (Benoit-Guilbot, 1986), l'analyse de la construction des choix résidentiels qui fait appel aux expériences résidentielles passées comme aux projets, permet de comprendre comment sont investis les territoires de l'habitat, du logement aux territoires pratiqués au quotidien. Après une présentation du quartier choisi, nous nous arrêterons sur les motivations du choix résidentiel, puis sur les pratiques des territoires, appréhendées grâce à des entretiens semi-directifs réalisés avec une dizaine de familles et de nombreuses observations et discussions informelles menées pendant une année au sein des espaces publics du quartier. Nous serons alors en mesure d'interroger la pertinence d'une identité sociale « de banlieue » pour rendre compte de la façon dont des habitants investissent et pratiquent les territoires, tout comme celle d'un rapport à la ville censément typique des « classes moyennes ».

1-UN QUARTIER DE BANLIEUE ORDINAIRE ?

La commune de Fontenay-sous-Bois, située à 4 kilomètres à l'est de Paris, composée de 50 000 habitants, constitue la frontière Nord du Val de Marne avec la Seine-Saint-Denis. Jouxant des communes au profil sociologique extrêmement contrasté (Montreuil, Rosny-sous-Bois, Nogent-sur-Marne, Vincennes), elle est construite autour de et sur une colline et présente des paysages urbains variés. Le long du bois de Vincennes se trouve un quartier cossu composé d'avenues bordées d'arbres, d'hôtels particuliers, de grandes villas avec jardins, de petits immeubles collectifs modernes, soignés, entourés de pelouses. La montée vers le plateau traverse le « village », quartier ancien avec des rues étroites, sinueuses, un maillage plus serré, un habitat dense où domine pour l'essentiel le collectif, avec une partie (Est) plus pavillonnaire. Vers l'Ouest, les quartiers sont également mixtes, habitats collectif et individuel s'entrelacent, le tissu industriel est intégré. Dans ce « vieux Fontenay », les cadres et professions intellectuelles supérieures sont systématiquement les plus présents (entre 32 et 56% selon les quartiers) et les ouvriers parfois résiduels (5% dans le quartier le plus cossu, et jamais plus de 16%)⁷. Le plateau, en haut de la colline, est une zone pavillonnaire traditionnelle qui côtoie un quartier de petit collectif. La redescende vers la plaine se fait par la ZUP, vaste zone de 7 000 logements datant des années 1970, immeubles de (très) grande taille dans le cas des Larris et de la Redoute, plus petits avec Bois Cadet ou le Terroir. Proportionnellement, les employés sont systématiquement les plus présents (entre 36 et 46%) suivis tantôt par les cadres et les professions intermédiaires, tantôt par les ouvriers et les professions intermédiaires. Le logement social représente plus de 60% du parc de logement de chacun des quartiers de la zone, voire jusqu'à plus de 90% aux Larris.

Se côtoient donc des quartiers typiques de l'urbanisme moderne, sur dalle avec d'immenses immeubles d'habitat collectif, le plus souvent sociaux, et des quartiers pavillonnaires et cossus. Cette différenciation a cela de particulier qu'elle épouse le relief : le sud plus ancien (le parc immobilier édifié avant 1948 y est très largement majoritaire) est séparé de la ZUP par la colline, le plateau jouant les intermédiaires. Cette séparation géographique est entérinée par le réseau de transport puisque chaque partie de la commune est desservie par une station de

⁷ Les chiffres utilisés dans cet article sont issus du recensement de 1999.

RER, sur la ligne A qui relie Marne-la-Vallée/Boissy-Saint-Léger à Cergy/Saint-Germain-en-Laye/Poissy en passant par Paris. Les habitants résident dans le « vieux Fontenay » ou dans la ZUP, cette délimitation renvoyant donc à deux contextes socio-urbains différents, traditionnel, cossu et bourgeois d'un côté, moderne, mélangé voire populaire, de l'autre. Il s'agit d'une ville à sociologie variable, selon les échelles considérées, ce qui n'a rien de très original si ce n'est que le contraste est très marqué : Fontenay constitue sans doute l'une des villes de la première couronne où l'on trouve simultanément une importante proportion de logements sociaux (un peu plus de 30%) et de nombreux ménages assujettis à l'ISF (700)⁸.

Le quartier Bois Cadet-Montesquieu-Terroir est l'un des quartiers de la ZUP. Au regard des appartenances socio-professionnelles de ses habitants, il s'agit bien d'un « quartier moyen mélangé » : 13% d'ouvriers, 38% d'employés, 24% de professions intermédiaires, 25% de cadres. 60% des ménages sont locataires dans le parc HLM, 10% dans le parc privé et 26% sont propriétaires. Nous avons enquêté au sein de la résidence du Terroir, ensemble d'architecture moderne (1975) de 10 bâtiments, longs chacun d'une centaine de mètres et peu hauts (R+4), répartis sur plusieurs hectares de pelouse arborée. Des cheminements piétonniers permettent de circuler d'un bâtiment à l'autre dans un espace interdit aux voitures. Des catégories socio-professionnelles diverses y résident : à l'origine logements sociaux pour familles nombreuses, mis en location-vente, des familles de catégories intermédiaires (professions intermédiaires, employés et petits indépendants) ont pu accéder à la propriété et y résident encore aujourd'hui. A ces familles dont le statut socio-professionnel a pu évoluer depuis, se sont ajoutées deux séries d'emménagement, correspondant chacun à une élévation successive du statut social des occupants : les années 1980 ont vu arriver moins de professions intermédiaires et plus de petits cadres, puis les années 2000 correspondent à l'arrivée de cadres moyens voire parfois supérieurs et de professions libérales. Les prix de l'immobilier y ayant suivi l'évolution de la région, ils ont augmenté d'environ 30% en 10 ans pour atteindre aujourd'hui 3.500 euros du m², ce qui reste bien en deçà des prix parisiens⁹. Compte tenu de l'enracinement d'environ un tiers des occupants des première et seconde périodes, la population du Terroir est constituée aussi bien d'employés et d'artisans à la retraite, que de professions intermédiaires et, pour les plus récents, de familles de cadres, du privé et du public, avec de jeunes enfants. Cette mixité sociale micro-locale est renforcée à l'échelle du quartier : outre une autre résidence en copropriété, deux îlots de logements sociaux sont occupés par une population plus populaire, ouvrière et surtout employée, plus diversifiée du point de vue des origines ethniques, avec notamment des familles issues de l'immigration, nées de parents ou de grands-parents immigrés. La résidence, cadre de vie des enquêtés, est donc un espace socialement mixte, insérée dans un quartier un peu plus populaire et plus « ethniquement mixte », quartier appartenant lui-même à une ZUP encore plus populaire (la proportion d'ouvriers y varie entre 18 et 20% selon les quartiers) et également mixte du point de vue des origines géographiques des habitants.

⁸ Fontenay est la 18^{ème} commune d'Ile de France pour le nombre d'habitants assujettis à l'ISF, devant Suresnes (655) et juste derrière Vincennes (1200) et Nogent sur Marne (1000). A Montreuil, qui compte 37% de logements sociaux, 300 ménages sont assujettis à l'ISF.

⁹ Où le prix moyen du m² vient d'atteindre récemment 7500 euros, indice notaires/INSEE, 10/12/2010.

Ce quartier de 2 000 logements, dans lequel habitent près de 7 000 personnes, est désigné comme tel par l'administration locale. Il correspond simultanément à un territoire vécu. Tous les enfants dépendent de la même école primaire, située au centre du quartier ; les équipements collectifs et espaces publics y sont fréquentés par toutes les catégories de la population (ludothèques, espaces de jeux, pelouses) ; du point de vue urbanistique, le quartier est délimité dans l'espace, notamment par un contraste saisissant avec les immenses barres (15 étages, 200 mètres de long) et tour (26 étages) du quartier de la Redoute, qui le domine.

2-S'INSTALLER EN BANLIEUE, EN PARTIR : LE CHAMPS DES POSSIBLES

Comprendre la dynamique qui amène à habiter au Terroir suppose de prendre en compte à la fois origines et projets résidentiels. C'est en intégrant d'où viennent les habitants, l'environnement résidentiel qu'ils ont connu mais également où ils rêvent d'aller, que l'on entend leurs discours et pratiques liés à l'habitat. On constate alors qu'au-delà d'une conception réifiée et statique, renvoyant « la banlieue » à un ensemble de destins uniformes et captifs, les itinéraires sont certes en partie contraints et balisés, mais également variés et renvoient à des futurs rêvés différents. Un habitant « de banlieue » est au moins autant défini par son passé résidentiel et ses projets, que par sa position résidentielle. De plus, de la même façon qu'il faut prendre en compte un avant et un après quartier pour comprendre le rapport présent au quartier, il faut également analyser le hors quartier, ainsi que cela a été souligné pour les quartiers anciens centraux (Authier, 2008). Habiter une commune de banlieue implique d'habiter à côté d'autres communes, Paris y compris.

2-1 DES PARCOURS VARIÉS ET CONTRAINTS

Qu'ils aient acquis l'appartement récemment ou il y a plusieurs dizaines d'années, l'arrivée des habitants au Terroir correspond le plus souvent à une primo-accession. De façon assez classique, la décision est liée à l'agrandissement de la famille (Bertaux-Wiame, Gotman, 1993). Il s'agit simultanément de devenir propriétaire et d'accéder à un espace plus grand.

Pour les ménages les plus récents (arrivés il y a moins d'une dizaine d'années), le parcours récurrent les mène des arrondissements ou des communes de l'est parisien (20^{ème}, 12^{ème}, 11^{ème}, Vincennes) à la ZUP qui offre des prix plus accessibles que les quartiers anciens de Fontenay¹⁰. Ils commencent en général par chercher dans Paris, puis « près » de Paris (Montreuil, Vincennes). Il en va de même pour ceux qui viennent d'autres arrondissements parisiens ou de province. La plupart auraient souhaité rester dans les quartiers où ils habitaient alors, ou emménager à l'Ouest de Paris, ou encore auraient préféré un pavillon. L'installation procède ainsi d'un choix par élimination et d'une confrontation aux contraintes financières : à partir du moment où ils désirent acquérir une surface jugée compatible avec l'agrandissement de la famille, ne pas s'éloigner trop de leur lieu de travail, et dans la mesure où les prix de Paris et des communes limitrophes ne leur sont pas accessibles, Fontenay-sous-Bois qui jouxte ces

¹⁰ Acheter dans le « vieux » Fontenay coûte environ 1000 euros de plus au m².

dernières, devient une possibilité. Logiques familiales et contraintes professionnelles sont bien les deux pôles « en tension » au sein du « système résidentiel » (Grafmeyer, p.68, 1993), l'objectif ici visé par les stratégies des ménages consistant à réduire au maximum la tension afin que les deux dimensions puissent s'articuler. La ZUP de Fontenay, bien desservie par les transports en commun puisque deux lignes de RER s'y croisent, autorise une certaine mobilité et permet de concilier dynamiques familiales et professionnelles.

Tous les parcours ne sont cependant pas marqués par le même degré de contrainte. Les Groudon¹¹ ont d'abord regardé vers des « communes un peu plus bas de gamme » et se sont rendus compte qu'ils « pouvaient avoir quand même plus grand avec le même budget ». Leur choix correspond finalement pour eux à un « mieux » par rapport à ce qu'ils avaient projeté. Madame Lasoeur¹² habitait déjà Fontenay mais ne se plaisait pas dans son appartement. Cet emménagement est vécu sur le mode du soulagement et comme un choix conforme à ses attentes initiales. La contrainte concerne d'ailleurs davantage les ménages qui résidaient à Paris ou dans une commune limitrophe, que ceux qui habitaient déjà en banlieue. Ces derniers n'ont pas à arbitrer l'éloignement de Paris, soit qu'ils l'aient déjà fait quelques années plus tôt, soit que Paris ne constitue pas pour eux un pôle de référence.

Par ailleurs, des ménages ont la possibilité de produire des arrangements avec la contrainte, permettant de la minimiser ou de la relativiser. Les Goya¹³ ont tout d'abord cherché un appartement dans l'Ouest parisien. Cette possibilité se révélant hors de portée financière pour eux, ils se sont décidés à chercher à l'Est, le long de la ligne A – pour des raisons professionnelles – mais en introduisant une condition : scolariser leurs enfants dans le privé. La proximité de Vincennes - et de l'École de la Providence, établissement privé catholique – et la desserte par la ligne A du RER rendent alors possible à leurs yeux une accession au Terroir. C'est un autre type de stratégie que mettent en place les Bachelard¹⁴ cadres supérieurs dans des administrations publiques, dont le projet est de retourner vivre dans Paris d'ici une dizaine d'années et qui déploient dans ce but des stratégies professionnelles leur permettant d'augmenter leurs revenus. Du coup, l'horizon parisien relativise la contrainte qu'ils peuvent ressentir à vivre au sein d'un univers socio-urbain ne répondant pas à toutes leurs attentes, en termes d'image sociale ou d'offre culturelle.

Ces choix résidentiels ne se comprennent pas sans prendre en considération un environnement socio-urbain plus large que la seule résidence du Terroir, en l'occurrence la proximité de Paris. Le processus identifié pour les quartiers anciens centraux est le même pour les quartiers plus récents et périphériques, montrant à cet égard une normalisation des villes ou des quartiers nouveaux. Le choix de vivre à Fontenay est aussi celui de vivre à côté de Vincennes ou près de Paris, à côté d'un nœud ferroviaire et routier. C'est au sein d'un univers bien plus large que la résidence du Terroir, la ZUP ou même Fontenay-sous-Bois, que les ménages exercent arbitrages et compromis.

¹¹ Responsable comptable dans une PME, responsable des services généraux d'une association caritative, enfants de 17 et 19 ans, emménagés en 1988.

¹² Responsable de la direction Population dans une mairie, ingénieur informaticien, enfant de 20 ans à demeure, emménagés en 1985.

¹³ Greffière et juge au Tribunal de Paris, enfants de 16 et 13 ans, emménagé en 1998.

¹⁴ Cadre supérieure dans un ministère, chargé de mission au sein d'une grande entreprise publique, enfants de 3 ans et 6 mois, emménagés en 2002.

2-2 ARBITRAGES ET COMPROMIS

Le compromis étant une caractéristique classique des choix résidentiels (Bertaux-Wiame, Gotman, p.131), celui que réalisent ces habitants n'a rien de notable. C'est la prise en compte simultanée de la contrainte et du compromis qui mérite d'être soulignée, car elle permet de dépasser la simple alternative « avoir /ne pas avoir le choix ». De ce point de vue la ZUP et plus spécifiquement la résidence du Terroir en tant qu'elle est vécue comme un entre-deux, autorise l'exercice de compromis : entre Paris et la grande banlieue, entre la ville et la campagne, entre l'appartement et la maison. En permettant de concilier certaines caractéristiques associées à la campagne – espaces verts, calme- et la proximité parisienne, le Terroir permet de réaliser un arbitrage, y compris parfois au sein du couple :

« Mon rêve, c'est d'habiter Paris centre, alors...Ce qui n'est pas le rêve de mon mari qui voudrait aller dans une campagne profonde. On ne sait pas où on finira. Alors Fontenay, c'est une bonne alternative entre les deux (...) » (Groudou).

De la même façon, parce que « ce n'est plus l'appartement et ce n'est pas la maison individuelle » (Renard¹⁵), en raison des grands volumes des appartements (tous sont des duplex) et des espaces extérieurs, terrasses ou jardins, les appartements permettent à ceux qui rêvaient du pavillon mais ne peuvent se l'offrir, de s'en contenter, au moins temporairement :

« On cherchait en fait un pavillon (...) avec un petit terrain (...) et on ne trouvait pas vraiment dans notre budget ; on ne voulait pas emprunter sur un trop long terme, donc on a coupé la poire en deux : on a trouvé un duplex, le cadre est bien, il y a une terrasse, donc ce qu'on voulait à l'extérieur...(...) ça correspondait un peu à ce qu'on recherchait ; c'est pas un pavillon, bon, c'était un compromis » (Duprès¹⁶).

Si nombre de ménages français sont encore attirés par le modèle pavillonnaire, tous ne sont néanmoins pas prêts à supporter l'allongement des temps de transport lié à l'éloignement nécessaire pour trouver une maison à leur portée :

« Moi je ne voulais pas non plus partir dans le 77... Parce j'ai beaucoup de collègues dans le 77, “voilà, on a une maison, c'est merveilleux” mais on met deux heures de transport. Alors, moi, la maison juste pour le week-end, ça me disait pas » (Bauer¹⁷).

Du même coup, cet entre-deux a également pour effet de maintenir ouvert, au moins dans les esprits, le choix des possibles. Madame Groudou « ne sait pas comment cela finira » car dans la mesure où ils seraient prêts à une réduction importante de surface, revendre pour acheter sur Paris pourrait être envisageable. De la même façon, les Bachelard envisagent de revenir sur Paris d'ici une dizaine d'années, et cherchent à s'en donner les moyens financiers. Inversement les

¹⁵ Secrétaire commerciale, retraité ancien préparateur en pharmacie, enfant de 14 ans, emménagé en 1989.

¹⁶ Kinésithérapeute en milieu hospitalier, comptable, enfants de 11 ans et 14 ans, emménagé en 2000.

¹⁷ Professeure des écoles, capitaine de police, enfants de 9 et 7 ans, emménagé en 2004.

Duprès se posent encore la question du pavillon, et les Renard l'envisagent afin de ne plus avoir à monter d'escaliers¹⁸. Environ 1 /3 des habitants présents depuis la construction de la résidence sont toujours là aujourd'hui. Ceux qui sont partis se sont la plupart du temps portés acquéreurs d'un pavillon, dans une localité plus lointaine ou en province. L'éventail des destins résidentiels est assez ouvert, et le Terroir apparaît comme un lieu d'ancrage aussi bien que de passage (Bonvalet, Maison, 1996). Les parcours sont contraints, mais d'une contrainte dont on s'accommode, avec laquelle on s'arrange, parce qu'il est possible de réaliser un compromis qui se révèle, à l'expérience, viable : « petit à petit on découvre et on conforte » (Bachelard).

Les arbitrages vont finalement amener à faire se côtoyer au sein de la résidence des habitants dont les projets sont différents, la plus notable d'entre ces différences renvoyant les uns au rêve du pavillonnaire, quand d'autres espèrent un jour reconquérir Paris.

2-3 CEUX POUR QUI PASSER LE PERIPH EST UNE EPREUVE ET CEUX QUI REVENT DU PAVILLON

Dès lors que l'on aborde les parcours résidentiels d'anciens habitants de Paris, il est difficile de faire l'impasse sur le rapport à « la banlieue » des parisiens. Des recherches¹⁹ nous ont amenés à rencontrer les férus du « Paris-métro²⁰ » ou du « Paris-Paris²¹ ». Dans le cas des professions à fort capital culturel, liées à l'animation, à l'encadrement et à la gestion de la société (enseignement et recherche, culture, art, architecture et urbanisme, journalisme, fractions supérieures du travail socio-culturel et de la santé...) le parcours résidentiel ne peut s'appréhender indépendamment de l'auto-contrainte liée à la volonté de rester dans Paris. S'ils jugent parfois leur parcours résidentiel bloqué, il s'agit alors moins de l'incapacité d'accéder à un logement, que de l'impossibilité d'accéder à un logement au cœur de Paris permettant un accès facile aux différentes aménités culturelles, scolaires, de loisirs... La ZUP du Val-de-Fontenay est d'autant moins susceptible d'en accueillir qu'elle ne présente pas les caractéristiques de l'environnement urbain auxquels ces populations sont sensibles, notamment l'animation liée à l'entrelacement des petits commerces et des logements, ou encore la présence d'un patrimoine industriel et artisanal à réhabiliter.

Malgré tout, certains finissent par faire le choix de « franchir le périph », qui peut s'avérer difficile à assumer parce qu'il n'est pas largement partagé par l'environnement social et professionnel. Les Bachelard sont parmi les premiers dans leur cercle d'amis à franchir le périphérique, mais sont rejoints rapidement à l'arrivée des premiers enfants, à leur soulagement : « ça fait moins bizarre quand tout le monde habite en banlieue ». Ici, de surcroît, le déménagement ne peut être légitimé par un discours idéologique semblable à celui développé par les multiculturels de Belleville (Simon, 1998) : si l'imaginaire de la « Cité » est

¹⁸ Tous les appartements sont des duplex avec un escalier intérieur, et la résidence ne comporte pas d'ascenseur.

¹⁹ Sur les expériences d'habitat participatif ou sur les opérations de mixité sociale résidentielle menées par la Ville de Paris.

²⁰ Est désignée par là la zone desservie par le métro parisien, qui excède donc les frontières de Paris *stricto-sensu*. Sont par exemple concernés des quartiers de Vincennes, Montreuil, Ivry sur Seine...

²¹ C'est-à-dire Paris *intra muros, stricto-sensu*.

présent par l'intermédiaire de la Redoute, si le quartier est socialement mélangé, les Bachelard ne sont pas seuls pionniers au milieu d'une population ouvrière. Ils ne cherchent d'ailleurs pas à recouvrir l'arbitrage pragmatique qu'ils ont effectué par un discours idéologique. Il ne s'agit pas pour eux d'être « proches » des milieux populaires et la « mixité sociale » n'est pas convoquée pour légitimer ou expliquer leur choix, comme cela peut arriver dans les faubourgs de l'Est parisien, à la Goutte d'Or (Bacqué, Fijalkow, 2007), dans certains quartiers du 14^{ème} (Vermeersch, 2006) ou encore à Saint-Denis (Bacqué, Fol, Lévy, 1998). Au contraire, c'est même l'intuition de retrouver, au niveau du voisinage immédiat, une certaine homogénéité sociale vécue durant l'enfance, qui les a confortés dans leur choix :

« J'ai tout le temps vécu en immeuble avec mes parents (...) soit du collectif moderne plutôt cadre sup, soit du collectif moyen classe moyenne avec familles qui avaient des enfants de mon âge, donc c'est une question de se sentir à l'aise aussi ».

Madame Duprès, voisine de palier de Madame Bachelard, a toujours vécu à Fontenay. Les horizons auxquels l'une et l'autre aspirent viennent souligner la différence des modèles culturels (Bidou, 1983) au sein de la résidence : la première souhaiterait vivre en pavillon quand la seconde rêve de retourner vivre dans Paris. La première veut un jardin pour ses enfants, la seconde un « bon » lycée :

« C'est vrai que, des fois, je me dis bon, j'aimerais bien changer (...) j'aimerais offrir aux enfants la possibilité de sortir et de jouer dehors (...) La progression, ce serait un pavillon. Un pavillon, ou alors, après, un appartement, peut-être de plein pied ».

« Je ne vois pas ma fille avec tous les gamins qui sont à la porte du lycée. Voilà. Après, je ne pense pas que le niveau d'enseignement soit vraiment si nul que ça, mais... On verra. Ceci dit, on n'est pas les seuls... On a d'autres couples d'amis qui ont la démarche de se dire "Dans dix ans, si on peut, soit on part en province, soit on se réinstalle dans Paris intra muros, dans la sectorisation, si ça existe toujours, d'un très bon lycée" ».

Les différences d'origines et de positions sociales, ainsi que de pratiques entre les deux jeunes femmes nous conduisent à lire les différences de projets résidentiels en termes de distance sociale. Les Bachelard sont tous les deux cadres supérieurs, issus de milieux de professions intermédiaires et d'encadrement. Ils sont attachés à la centralité parisienne pour ses aménités ainsi que pour l'image sociale valorisée qu'elle leur renvoie. Ils ne souhaitent pas acheter une maison, notamment parce qu'ils ne sont pas bricoleurs. Le mari de madame Duprès passe, lui, beaucoup de temps à bricoler et refaire son appartement. Il est comptable mais vient de passer le diplôme assez récemment, elle est kinésithérapeute dans un hôpital public, ils sont issus tous deux de milieux populaires. Ils vont peu à Paris – elle ne s'y sent plus à l'aise – et fréquentent davantage les lieux de loisirs et de shopping en banlieue. Couple en ascension sociale, ils se rattachent encore aux milieux modestes par l'attachement qu'ils manifestent à l'habitat individuel ou à ce qui participe de son entretien, comme le bricolage (Schwartz, 1990). Les Bachelard et les Duprès envisagent leur futur et vivent selon deux centres de gravité différents, qui organisent leur rapport à l'habitat, à l'école, aux loisirs de

façon sensiblement différenciée, tout en se retrouvant, à ce moment de leur cycle de vie, en territoire commun.

2-4 PLUS QU'UNE POSITION RESIDENTIELLE, UN ITINERAIRE

Le Terroir réunit des habitants d'origines et de positions sociales différentes, et qui ébauchent en conséquence des projets de vie eux-mêmes différents. L'éloignement de modèles culturels²² fondés en grande partie sur les origines et les trajectoires sociales ne saurait se résorber dans la position résidentielle actuelle, et l'on ne sait de ces habitants que peu de chose une fois qu'on les a dits « de banlieue ». Leurs choix et projets résidentiels se comprennent en référence à ces modèles culturels d'une part, mais également au regard de leur passé et de leur futur rêvé résidentiels.

Le choix de ces logements, au sein de cette résidence, se réfère à l'expérience vécue, qui peut déterminer le lieu, « moi je suis née à Fontenay, donc Fontenay ça me paraissait évident » (Duprès), aussi bien que le type d'habitat, individuel ou collectif. La plupart des personnes rencontrées font ainsi appel aux habitudes créées par leur(s) lieu(x) de vie durant l'enfance et l'adolescence pour justifier leur choix, habitudes se référant parfois à un type de rapport social, familial, qui guide aujourd'hui le rapport à l'espace local :

« Et nous on aime bien, parce que je pense que c'est des rapports de voisinage qu'on avait quand on était petit (...) moi je me suis sentie bien tout de suite, de façon assez naturelle, moi c'était vraiment, je retrouvais quelque chose que j'avais déjà connue » (Madame Bauer).

Pour chacun, c'est bien la dynamique entre ces expériences vécues dans l'enfance, le temps présent du projet familial et les projets futurs, qui donne la compréhension de la position résidentielle actuelle. Des choix s'imposent avec évidence parce qu'ils permettent de retrouver un mode de vie et un contexte social familiers, de ce fait rassurants. Malgré tout, ils peuvent être en décalage avec les projets sociaux et résidentiels, qu'il s'agisse de l'accès au pavillon, aux « bons lycées » ou à la centralité parisienne. Ces projets rêvés fonctionnent alors comme des mythes : le mythe du retour à Paris, ou celui du départ vers le pavillon, en créant un après, un plus tard, permettent de s'arranger d'un contexte socio-urbain qui ne satisfait pas à l'ensemble des critères que les couples se sont fixés. Cette importance du projet résidentiel vis-à-vis de la façon dont un contexte urbain est vécu a déjà été identifiée pour le logement social (Chamboredon et Lemaire, 1970). Elle est également valable dans ce contexte de co-propriété, où l'horizon rêvé par le couple permet de réduire d'éventuelles dissonances entre le projet et le présent. Le travail est ici facilité par le fait que la résidence du Terroir emprunte certaines des caractéristiques des projets des uns et des autres, notamment les allures de campagne ou de pavillon. Vivre ici et maintenant en est d'autant facilité, ce présent empruntant également à un passé familial. Il y a ainsi un avant quartier, un après quartier, entre ces deux horizons se construit le rapport présent

²² Nous employons ici modèle culturel dans le sens donné par C. Bidou, à savoir lié à un milieu spécifique, mais qui n'interdit pas un certain degré de « débrayage » par rapport à l'habitus : le modèle culturel se comprend en rapport tout à la fois à la position d'origine et la position actuelle en incluant les modifications liées à la trajectoire et à la possible acculturation (par le biais du milieu professionnel ou du choix du conjoint) à des mondes sociaux différents de celui d'origine.

au quartier. Entre mythe du retour ou du départ pour les uns et enracinement pour les autres, les itinéraires rêvés sont variés.

La diversité des origines sociales (du salariat d'exécution à l'encadrement) géographiques (rurale ou urbaine) et résidentielles (habitat individuel ou collectif), celle des positions socio-professionnelles (les positions courent sur trois ou quatre CSP), celle des projets (vivre à Paris, vivre en province, vivre en pavillon) trouve au sein de la résidence un terrain commun permettant à des familles aux modèles culturels différents de cohabiter. Cette fusion des différences autour d'un même territoire local s'explique en partie par le rapport au territoire plus large, ou aux territoires et aux pratiques qu'il(s) autorise(nt). Les différenciations socio-territoriales de la commune, pour des populations dotées malgré tout d'un certain niveau de capital économique et/ou culturel, peuvent être utilisées comme ressources.

3 PRATIQUER LE TERRITOIRE : ENTRE HABITUDES ET NEGOCIATION DES DISTANCES SOCIALES

Les uns et les autres utilisent le territoire local, communal et régional de façon diversifiée. Là encore, loin d'être uniquement définies par la position résidentielle, les mobilités des habitants du Terroir s'expliquent au moins autant par là d'où ils viennent que par là où ils résident. Ceux qui ont toujours vécu en banlieue la fréquentent davantage, ceux qui ont vécu à Paris s'y rendent plus. Les habitudes acquises, la possession de capitaux économiques et/ou culturels, se conjuguent avec un rapport stratégique aux territoires. La stratégie doit ici être entendue dans le sens d'un travail en vue d'étayer une identité (Dubet, 1995) : il s'agit surtout, pour les individus, d'investir et de pratiquer des lieux permettant de réajuster leur identité sociale.

3-1 VALORISER LE TRES PROCHE : QUELLE DEFINITION DU « NOUS » LOCAL ?

L'espace micro-local de la résidence du Terroir est très valorisé par l'ensemble des habitants, tant pour son architecture, que pour les relations sociales qui s'y développent. Tous citent le repas des voisins comme un moment fort auquel ils participent avec plaisir. D'autres veulent pour preuve et moteur de la « bonne ambiance » locale les réunions périodiques chez madame Duprès autour d'une vente de vêtements à domicile. Les menus services quotidiens sont fréquemment cités car l'échange qu'ils instaurent, par la facilité avec laquelle il s'effectue, renvoie à des relations villageoises dont on connaît, en milieu urbain, la portée tout à la fois fantasmagique et cohésive :

« Et ce que je trouve sympa, aussi, c'est que si je fais la cuisine, et que j'ai plus de sel, alors je vais sonner chez Véronique (...) Là, on connaît tout le monde. C'est-à-dire qu'on sait qui habite où, (...) Donc, on garde le chat de Marie-Claire quand elle s'en va ; Stéphanie, qui a dix sept ans, vient garder les enfants quand on sort... Voilà, il y a des rapports simples. (...).C'est une proximité qui est assez sympa, c'est très village » (Madame Bauer).

Ce discours est typique de celui des « aventuriers du quotidien » des années 1970-1980 et on le retrouve en général tenu par leurs héritiers qui résident

dans les centres anciens. Or nous n'avons pas affaire ici au même type de catégories socio-professionnelles, notamment dans leurs dimensions intellectuelles, artistiques et socio-culturelles. En outre, les discours sur l'importance de la convivialité, voire de la solidarité, dans la ville, sont absents. S'il est souligné quasi systématiquement par les interviewés combien ils apprécient les échanges et services au sein de l'immeuble, ce discours est exempt de montée en généralité normative.

Par ailleurs, nous avons déjà constaté que la recherche d'un milieu social homogène et identifié était un élément structurant des trajectoires menant au Terroir. Madame Bachelard n'est pas la seule à chercher à conforter ainsi son choix. Rencontrant d'anciens voisins de Vincennes ayant emménagé au Terroir avant eux, madame Bauer les interroge :

« Ils ont des enfants, ils ont les mêmes besoins que nous, ils connaissaient la même proximité des commerces, des facilités de transport à Vincennes, donc forcément, c'est un peu comme nous. Leur vie est probablement assez proche de la nôtre, donc on leur a posé la question "Est-ce que le changement [le déménagement au Terroir, ndla] était positif ?" et donc là, on a été très rassuré ».

Il s'agit de rassurer un choix plus ou moins contraint par le fait que d'autres habitants, définis davantage par leur position dans le cycle de vie que par leur position sociale, ont eux-mêmes trouvé leur compte dans cette situation résidentielle. Les personnes interviewées se sentent bien parce qu'elles côtoient des familles qui leur ressemblent, c'est-à-dire avec enfants, évoluant dans des milieux largement catégorisés comme « moyens ». Le plus souvent, c'est par la réalité à laquelle la résidence est opposée qu'il est possible de cerner quel type de population est concerné par cette ressemblance : elle « ne fait pas cité », ni par son architecture, ni par sa population. Autrement dit il n'y a pas de familles populaires, ni de familles populaires d'origine d'immigrée. Mais du même coup, le milieu défini est large, et rassemble des familles porteuses de modèles culturels différents et de pratiques quotidiennes (notamment culturelles et associatives) elles-mêmes différentes. Il ne renvoie pas explicitement à un accord idéologique sur des valeurs – d'ouverture, de solidarité, de tolérance – à l'instar des normes de vie prônées par les gentrificateurs, mais à des accointances plus ou moins temporaires liées à un mode de vie défini comme familial en ce qu'il entend privilégier les besoins familiaux : il réunit des familles non estampillées comme familles de cité, apportant à un moment donné les mêmes réponses aux mêmes besoins. On n'est pas ici dans un véritable entre soi, celui-ci rassemblant habituellement des habitants de catégories sociales plus proches que l'éventail socio-professionnel du Terroir, et se livrant à des pratiques socio-culturelles plus similaires. Les enquêtes menées hier dans le Triangle d'Or du XIV^{ème} arrondissement parisien (Chalvon-Demersay, 1984), aujourd'hui dans les quartiers de l'Est de la capitale (Clerval, 2008 ; Bidou et Poltorak, 2008) ou encore à Montreuil (Collet, 2010) soulignent l'homogénéité des univers de référence des gentrificateurs, et partant de leurs pratiques culturelles, politiques et militantes. Cela d'autant plus que l'accent mis par ces populations sur la sociabilité et la convivialité induit de nombreux échanges, susceptibles de venir renforcer à leur tour l'homogénéité existante. Jusqu'à la proximité des univers professionnels qui permet la circulation de savoirs et d'adresses, constituant ainsi un territoire en ressource professionnelle.

On ne trouve pas une telle homogénéité au Terroir, ou alors à l'échelle de deux ou trois familles. Les discours donnent à voir une vision qui se situe entre la volonté de mixité des gentrificateurs résidant en milieu populaire – en ce sens la mixité à l'échelle du quartier est reconnue et appréciée – et celle de l'exclusion des autres qui fonde le sentiment d'appartenance tel qu'il peut être décrit pour les milieux populaires – l'autre, celui de la « cité », est absent de la résidence, cette absence fondant un large Nous.

Sans doute la réalité socio-urbaine locale, à savoir les différenciations socio-territoriales de la commune associées à la présence urbanistique forte de la « Cité » représentée par la Redoute, explique-t-elle en partie la façon dont les habitants se situent dans l'espace social. Au sein de la commune, le lieu où l'on habite – ou plus exactement le côté de la colline – est un premier marqueur social : on habite « au Val » ou « dans le vieux Fontenay ». Le Terroir n'est pas le vieux Fontenay, mais il n'est pas non plus la ZUP ou la Redoute, dont on pointe à l'occasion la réalité plus « populeuse ». La résidence renvoie à un entre-deux social entraînant un sentiment de proximité sociale alors même que les habitants peuvent occuper des positions sociales différentes. Cette proximité sociale, qui pourrait dans un autre contexte être définie comme une distance, facilite les échanges, rend la vie agréable. Elle tient davantage de la convivialité des gentrificateurs que de la « cordiale ignorance » (Charmes, 2005) des periurbains. Elle se distingue néanmoins de la première en ce que les habitants ainsi liés sont plus différents que ne le sont les gentrificateurs entre eux, et en ce qu'elle ne fait pas l'objet d'un discours. Cette convivialité que l'on pourrait définir comme pragmatique n'est pas non plus l'expression d'une recherche de refuge dans un contexte d'insécurisation des parcours (Jaillet, 2004), ne serait-ce que parce que la « cité », symbolisant le risque de déclassement censé être si prégnant, n'est que peu mise à distance, du moins spatialement : on ne peut l'oublier, elle domine la résidence de toute sa hauteur.

3-2 DANS LA VILLE : À CHACUN SON TERRITOIRE ?

L'entre soi micro local de la résidence est-il d'autant plus important pour les habitants que l'environnement est perçu sinon comme menaçant, du moins comme socialement différent ? Très peu d'habitants rencontrés évoquent d'eux-mêmes la Redoute, mais il ne s'agit pas non plus de deux mondes qui s'ignorent. La résidence est un espace de circulation pour les habitants de la Redoute qui remontent du RER, du centre commercial ou encore de l'église. La résidence est également un espace de jeu pour les adolescents qui profitent de ses pentes pour faire du skate ou du vélo. A l'inverse la halte-garderie située au rez de chaussée de l'une des barres accueille de nombreux enfants du Terroir. Les deux quartiers se connaissent, cohabitent au quotidien, sans qu'existe réellement d'occasion de mélange. Dans une ZUP essentiellement dédiée aux logements, l'absence de commerces de proximité en bas d'immeuble, de bars ou de restaurants, limite ces occasions.

Le rattachement des enfants de la Redoute et ceux du Terroir-Bois Cadet-Montesquieu à des écoles primaires différentes est pour beaucoup dans l'absence d'échanges entre les deux quartiers. A contrario, la scolarisation de l'ensemble des enfants du Terroir-BC-M sur un même groupe scolaire crée une réelle mixité sociale et ethnique à l'échelle du quartier d'autant plus qu'au moins jusqu'au collège l'évitement scolaire est pratiqué de façon minoritaire. De ce fait, des

habitants d'origine et de milieux différents se côtoient, échangent et nouent des relations entre eux. Ils ressentent fortement ce mélange et le soulignent (« ici c'est très mélangé », « dans le quartier il y a une vraie mixité ») tout en montant peu en généralité l'importance de la mixité sociale dans la ville. Ils reconnaissent que cette mixité est relativement cantonnée à une sphère définie par l'école primaire et les relations qui lui sont liées, et que pour le reste il est davantage question de « cohabitation en bonne intelligence » (madame Bachelard), voire de « juxtaposition », que de mélange.

Mieux que la mixité sociale, c'est une certaine fluidité qui caractérise les échanges et circulations entre les différents quartiers de la ville, du point de vue des habitants du Terroir que nous avons rencontrés. Certes, la séparation entre le Val et le vieux Fontenay est fortement ressentie et de ce point de vue il est bien question de deux territoires – « franchement, Fontenay, y a Fontenay de l'autre côté de la colline et y a nous » (Renard) – mais la plupart des habitants du Terroir et leurs enfants, pour les activités sportives, culturelles, de loisirs, fréquentent les associations et les équipements municipaux indépendamment de leur localisation dans la ville. Plus, le rapport aux marchés souligne l'usage qui est fait du marquage social des territoires. Le quartier du Plateau accueille le samedi après midi un marché assez populaire, aussi bien dans sa clientèle que dans les stands, tandis qu'un autre marché a lieu le dimanche matin dans le vieux Fontenay, avec une population bourgeoise et une offre de produits plus sélective. Les habitants ont tout à fait perçu cette nuance et fréquentent l'un ou l'autre, participant ainsi à des espaces sociaux différents. Ce sera l'occasion pour eux de s'attribuer une image sociale plus favorisée que celle de la ZUP. Choisir l'un ou l'autre des marchés est aussi choisir un milieu social et se donner l'illusion que l'on y appartient. Ici, contrairement aux milieux classiques de la gentrification, on ne trouve pas de discours d'éloge du populaire. La recherche de la mixité n'est pas un discours de justification de pratiques commerciales comme elle peut l'être à Paris pour les « aventuriers du quotidien ». Il semblerait davantage que les individus réajustent ainsi leur image sociale : ils ne sont plus habitants de la ZUP mais habitants de Fontenay. Chaque changement d'échelle et par conséquent les déplacements dans la ville, induisent un changement social, et les habitants apprennent à jouer avec les attributs sociaux des différents territoires de la ville pour se composer une image sociale pertinente avec la représentation qu'ils se font de leur appartenance sociale. Ce jeu social, auquel ils sont en mesure de se livrer parce qu'ils possèdent un certain niveau de capital économique et culturel, se joue également à l'échelle de la région parisienne.

3-3 PARIS/BANLIEUE : L'ESPACE À LA CARTE ?

La diversité des circulations des habitants est frappante. L'habitude de fréquenter un territoire est éminemment structurante des pratiques : « Le bois de Vincennes, on y retourne régulièrement, parce qu'on avait cette habitude » (madame Bauer). Du même coup, les ménages ayant habité Paris et pour lesquels il s'agit d'un territoire familial, ou ceux qui le pratiquent depuis longtemps ou encore qui y travaillent, s'y rendent fréquemment et plus spécifiquement pour « sortir » : si le cinéma est une activité accomplie à Fontenay, ainsi qu'un certain nombre de sorties culturelles pour ceux qui prennent un abonnement au théâtre de

la ville, Paris est pour beaucoup le lieu des sorties, la « référence » (Groudon) pour les loisirs notamment culturels.

Mais ce n'est pas parce que l'on pratique Paris que l'on ne fréquente pas la banlieue, notamment ceux qui travaillent à Paris et sont nés en banlieue sont assez familiers des deux territoires et choisissent, selon les activités, celui qu'ils vont investir. Ainsi les Trouvé²³, nés tous deux près de Fontenay, font leurs courses en banlieue, y rendent fréquemment visite à leur famille, mais sortent également le soir à Paris. En revanche, Madame Duprès qui ne travaille ni n'a vécu à Paris ne s'y sent pas à son aise, et s'y rend peu.

« Maintenant, j'ai plus l'habitude, c'est tout qui m'impressionne. (...) finalement, je m'aperçois que je ne connais pas. Je ne saurais pas trop ou me rendre pour faire les magasins. »

Elle dit ne pas avoir « le réflexe ». L'habitude ne lui a pas permis de développer des repères qui l'autoriseraient à considérer le territoire parisien comme une ressource. Pour appréhender le rapport aux territoires, il faut introduire un second facteur d'ordonnement des pratiques, étroitement couplé avec le premier : elle a un capital culturel en partie moindre que ceux et celles qui pratiquent Paris, notamment pour des sorties culturelles. Il faut également prendre en compte non seulement son origine populaire, mais également son enracinement à Fontenay où elle est née. Elle a en revanche développé des compétences vis-à-vis de l'espace de la banlieue, qu'elle peut pratiquer d'est en ouest et jusqu'à Marne la Vallée selon ses besoins.

La plupart des habitants rencontrés sont peu assignés au Val, à Fontenay. Pour leurs activités de loisirs ils circulent vers Paris ou au sein de la banlieue, picorent à droite et à gauche ce qui leur convient : les Goya travaillent à Paris, vont à Paris pour l'ensemble de leurs sorties culturelles, mais aussi à Vincennes pour le cinéma et l'école, à Saint Mandé pour la gym, à Fontenay pour le conservatoire et le judo, à Fontenay également pour les courses et à Vincennes ou Nogent pour le marché ; les Duprès font leurs courses dans le vieux Fontenay ou au centre commercial, cueillent des fruits et légumes à Chessy, vont faire du shopping à Val d'Europe à Marne la Vallée, font du hand-ball à Villemomble ; Madame Bauer et ses enfants vont au bois de Vincennes se promener, au marché à Saint Mandé, à la librairie à Vincennes, faire des courses à Nation. Certains font tout en voiture, d'autres tout en RER. Des pratiques de mobilités permettent de s'assimiler à certains espaces et de s'attribuer les étiquettes sociales qui y sont accolées. D'autres lieux au contraire sont évités, comme par exemple pour certains le cinéma UGC de Rosny-sous-bois, proche mais estampillé « cité » par sa situation (au milieu d'un parking), par les pratiques qui cadrent souvent sa fréquentation (shopping au centre commercial, repas au Mac Donald) et par son public.

L'éclatement de la géographie des réseaux familiaux et amicaux vient renforcer ces pratiques de l'espace « à la carte ». Nous l'avons souligné, les origines géographiques et résidences précédentes sont variées, par conséquent les positions des familles et amis qui leur sont liées sont elles-mêmes très diverses. Leurs réseaux familiaux sont parfois à Fontenay, notamment pour une partie des plus âgés dont les enfants adultes se sont enracinés dans la ville, plus souvent en province ou dans d'autres villes de banlieue, mais rarement à Paris. Les réseaux

²³ Chargée de portefeuille clients dans une grande compagnie d'assurances, ingénieur système informatique, enfants de 3 ans et 3 mois, emménagé en 2002.

amicaux sont corrélés à la position résidentielle antérieure : plus souvent situés à Paris pour ceux qui en viennent (même si de moins en moins au fur et à mesure que les amis migrent eux-mêmes dans des villes proches de Paris), dans d'autres villes de banlieue ou de province pour ceux qui en sont originaires.

Cette pratique de l'espace à la carte, plus ou moins contrainte par les habitudes et les capitaux, ne vient pas contredire l'importance accordée au quartier, auquel tous se montrent attachés comme lieu de vie familial. La résidence, et au-delà le territoire autour de l'école qui structure l'espace local, est valorisé par les habitants. Entre la mobilité et l'assignation à résidence, les circulations relèvent d'une pratique élargie de l'espace urbain, mais également d'une valorisation d'un espace local attractif pour les familles et qui induit aussi des pratiques de « bas d'immeuble ». Notre terrain permet de confirmer que « l'intensité de la mobilité quotidienne ne dissout nullement les structures de la différenciation sociale de l'espace très marquées et assez stables » (Oberti, Prétéceille, 2004, p.150), mais qu'elle autorise néanmoins une utilisation de l'espace permettant aux individus de minimiser les effets négatifs, notamment sur leur identité sociale, de cette différenciation. Les mobilités quotidiennes sont susceptibles de rendre plus acceptable un choix initialement contraint, en permettant des réajustements ponctuels de l'identité sociale. Du même coup, elles sont susceptibles de favoriser un enracinement non prévu initialement.

CONCLUSION

Être un habitant « de banlieue » ne signe ni une communauté d'origine, ni une communauté de destin. L'identité attachée au lieu de vie n'est pas liée de façon mécanique au territoire local, elle repose certes sur le quartier et sur la commune de résidence, mais est constamment retravaillée – ajustée – selon les trajectoires résidentielles et les projets, et au gré des différentes mobilités quotidiennes qui permettent de négocier les distances sociales.

Ceux qui habitent depuis une dizaine d'années au sein de la résidence étudiée participent à la transformation sociale du quartier, en élargissant – vers le haut – le spectre des catégories sociales résidentes. Si cette évolution n'a pas l'occasion de s'inscrire dans le bâti, elle n'en est pas moins réelle, même si peu étudiée. On devrait pourtant s'attacher à ses modalités et effets, dans la mesure où elle est amenée à s'amplifier : les quartiers supports potentiels de la gentrification ne sont pas inépuisables, et la poursuite de la flambée des prix de l'immobilier parisien continue à pousser « au-delà du périph » de plus en plus de familles aspirant simultanément à la propriété et à l'agrandissement. Ce faisant, les situations de mixité entre les multiples fractions des catégories moyennes et les milieux populaires devraient sinon se renforcer, du moins se maintenir, loin de l'image de ghettoïsation de la banlieue habituellement véhiculée, comme de celle de sécession des classes moyennes. Il est alors possible que la mixité sociale, souvent plus apparentée à une cohabitation, s'y développe de façon pacifiée, notamment quand les politiques publiques locales jouent dans ce sens.

Ces territoires « moyens mélangés » donnent à voir une image éloignée des stéréotypes véhiculés sur les banlieues. Insécurité et peur de l'autre marquent moins les discours des habitants que l'expression d'un certain bien vivre, y compris au sein de zones disqualifiées comme les ZUP. Si les banlieues parisiennes pâtissent de l'image homogénéisante qui leur est le plus couramment

accollée, les « classes moyennes » sont au cœur du même processus qui vient gommer la diversité des situations et des ressentis pour n'en retenir que la figure décliniste, censément emblématique. Or les rapports à la ville sont plus variés et moins figés. Certes, la contrainte de devoir s'éloigner des centres peut relever d'une forme de déclassement. Mais d'une part cela n'est pas vrai pour toutes les fractions de classes moyennes, notamment celles qui n'ont jamais organisé leur existence autour de la centralité parisienne et pour lesquelles celle-ci ne constitue pas une référence. D'autre part, la contrainte ressentie, liée à l'éloignement du centre et de ses aménités, peut être retravaillée, notamment pour le cœur des classes moyennes, qui en possède encore les moyens économiques et/ou culturels : les individus construisent alors des compromis, investissent les sociabilités de proximité, parcourent au quotidien le grand Paris selon leurs besoins et leurs habitudes. Ce faisant, ils se façonnent un mode de vie qui les satisfait, bien loin de la frustration et du ressentiment inhérents au déclassement.

Stéphanie Vermeersch
 CNRS, UMR LAVUE 7218
Stephanie.vermeersch@paris-valdeseine.archi.fr

Références bibliographiques

- AUTHIER J.Y., 2008 Les citadins et leur quartier. Enquêtes auprès d'habitants des quartiers anciens centraux en France, *L'Année Sociologique*, vol 58.
- BACQUE M.-H. ET FIJALKOW Y., 2006 En attendant la gentrification : Discours et politiques à la Goutte-d'Or (1982-2000), in *Sociétés Contemporaines*, n°63, pp. 63–83.
- BACQUE M.-H., VERMEERSCH S., 2007 *Changer la vie ? L'héritage de 68 : les "classes moyennes" à l'épreuve*, Paris : Editions de l'Atelier.
- BACQUE M.H., FOL S., LEVY J.P., 1998 Mixité sociale en banlieue ouvrière : enjeux et représentations in N. Haumont and J-P. Levy, *La ville éclatée. Quartiers et peuplement*. Paris : l'Harmattan, pp.161-173.
- BENOIT-GUILBOT O., 1986 Quartiers-dortoirs ou quartiers-villages dans *L'esprit des lieux*, Programme OCS, CNRS, Paris, p. 127-156.
- BERTAUX-WIAME I., GOTMAN A., 1993 Le changement de statut résidentiel comme expérience familiale, in Bonvalet C., Gotman A. (EDS), pp.129-167.
- BIDOU C., 1984 *Les aventuriers du quotidien*, Paris : PUF.
- BIDOU C., 1983 Modèle culturel et émergence d'un groupe social, Bidou C. et alii, *Les couches moyennes salariées, mosaïque sociologique*, Ministère de l'urbanisme et du logement.
- BIDOU C., POLTORAK J.-F., 2008 Le « travail » de gentrification : les transformations sociologiques d'un quartier parisien populaire, in *Espaces et Sociétés*, n°132-133, pp.107-124.
- BONVALET C., MAISON, 1996 Lieux d'ancrage et lieux de passage : itinéraires résidentiels en région parisienne, in HAUMONT N. (ED), *La ville : agrégation et ségrégation sociales*, Paris : L'Harmattan, pp.173-187.
- CARTIER M., COUTANT I., MASCLET O., SIBLOT Y., 2009 *La France des "petits moyens"*. Enquête sur la banlieue pavillonnaire, Paris : La Découverte.

- CHALVON-DEMERSAY S., 1984 Le triangle du XIV^{ème}. De nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris, Paris : Editions de la MSH.
- CHAMBOREDON J-C. ET LEMAIRE M., 1970 Proximité spatiale et distance sociale, Revue française de sociologie, XI, pp.3-33.
- CHAMPAGNE P., 1991 La construction médiatique des malaises sociaux, in Les Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n°90, pp. 64-76
- CHARMES E., 2005 La Vie périurbaine face à la menace des gated communities, Paris : L'Harmattan.
- CLERVAL A., 2008 Les anciennes cours réhabilitées des faubourgs, une forme de gentrification à Paris, in Espaces et Sociétés, n° 132-133, pp. 91-106.
- COLLET A., 2010 Générations de classes moyennes et travail de gentrification. Changement social et changement urbain dans le Bas Montreuil et à la Croix-Rousse, 1975-2005, Thèse de doctorat de sociologie, Louis Lumière Lyon 2.
- DAGNAUD M., 1982 La classe « d'alternative ». Réflexion sur les acteurs du changement social dans les sociétés modernes, Sociologie du travail n°4, pp. 384-405.
- DUBAR C., 1998 La socialisation, Construction des identités sociales et professionnelles, Armand Colin.
- DUBET F., 1995 Sociologie de l'expérience, Paris : Seuil.
- GRAFMEYER Y., 1993 Héritage et production du statut résidentiel : éléments pour l'analyse de milieux locaux in Bonvalet C., Gotman A. (EDS), 1993, pp.41-69
- JAILLET M.-C., 2004 Le périurbain : un univers pour les classes moyennes, Esprit n°303, Mars-avril, p.40-61.
- OBERTI P., PRETECEILLE R., 2004 Les classes moyennes et la ségrégation urbaine, in Education et Sociétés n°14, pp.135-153.
- PRETECEILLE E., 2006 La ségrégation contre la cohésion sociale : la métropole parisienne, in Lagrange H., L'épreuve des inégalités, Paris : PUF, pp. 195-243.
- SIMON P., 1990 L'intégration au quartier à l'épreuve de la rénovation, in Schwartz O., Le monde prive des ouvriers, hommes et femmes du nord, Paris : PUF.
- VERMEERSCH S., 2006 Liens territoriaux, liens sociaux : le territoire, support ou prétexte ?, in Espaces et sociétés, n°126, pp.53-68.
- VERMEERSCH S., 2010 Comment nous sommes devenus HLM. Les opérations de mixité sociale à Paris dans les années 2000, avec MH Bacqué, Y. Fijalkow, A. Flamand, Espaces et Sociétés, n°140-141.
- VERMEERSCH S., 2010 Quand les couches moyennes voisinent : vivre ensemble mais chacun chez soi, Etranges Voisins Altérité et relations de proximité dans la ville depuis le XVIII^e siècle, Rainhorn J. Terrier D. (dir.) ; Rennes : PUR.

Espaces et Sociétés, n°132-133 / 2008

Sociétés Contemporaines n°63 / 2006